



Guillaume Zeller

**LES CAGES DE
LA KEMPEITAI**

Les Français sous
la terreur japonaise

Indochine, mars-août 1945

Tallandier

Les Cages
de la Kempeitai

Du même auteur

Oran, 5 juillet 1962. Un massacre oublié, Tallandier, 2012 ; coll. « Texto », 2016.

(avec l'abbé Christian Venard), *Un prêtre à la guerre.*

Le témoignage d'un aumônier parachutiste, Tallandier, 2013 ; coll. « Texto », 2015.

La Baraque des prêtres. Dachau, 1938-1945, Tallandier, 2015 ; coll. « Texto », 2017.

Guillaume Zeller

Les Cages
de la Kempeitai

*Les Français sous la terreur japonaise
Indochine, mars-août 1945*

Tallandier

Cartographie : © Éditions Tallandier/Légendes cartographie, 2019
© Éditions Tallandier, 2019
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-3292-7

En mémoire de Michel et Janine de Rohozinski,
mes grands-parents, détenus par les Japonais
à Phnom Penh (Cambodge).

À ma mère qui, alors âgée de deux ans,
a partagé leur sort.

Introduction

Bourgade de la province de Lang Son, au cœur d'un relief tourmenté que jalonnent des pitons calcaires, Dong Dang occupe une situation stratégique, à moins de trois kilomètres de la frontière qui sépare le Tonkin de la Chine. Une furieuse bataille s'y déroula en février 1885, quand les Français affrontaient les Chinois pour établir leur souveraineté sur la région ; le général Oscar de Négrier y fut blessé d'une balle en pleine poitrine. Après la pacification et l'établissement durable de la tutelle française, les premiers touristes aimaient venir s'y faire photographier au pied de la Porte de la Chine, une construction fortifiée surmontée d'un toit à l'incurvation caractéristique, qui marque le passage entre le protectorat français et l'empire du Milieu.

Le 12 mars 1945, l'heure n'est plus aux clichés pittoresques. Depuis trois jours et deux nuits, la 6^e compagnie du 3^e régiment de tirailleurs tonkinois (3^e RTT) se bat avec héroïsme dans quatre casemates reliées par des sou-

terrains contre des soldats japonais supérieurs en nombre. Les hommes, harassés, sont à court de munitions. Une douzaine d'entre eux sont tombés pendant l'attaque, dont leur chef, le commandant Soulier, tué en repoussant l'un des premiers assauts des « Japs ». La garnison du fortin de Dong Dang doit déposer les armes. Les soldats quittent leurs postes de combat et se rassemblent sous la véranda d'une maison voisine, encadrés par des soldats nippons que la résistance acharnée des Français a rendus furieux. L'officier japonais qui commande l'unité souhaite néanmoins rendre hommage à son adversaire courageux. Il s'assied à côté du capitaine Annosse qui a pris la tête de la compagnie après la mort du commandant Soulier, et le félicite pour le comportement exemplaire de ses hommes. Une fois l'entretien achevé, il se relève et lui assène un violent coup avec le fourreau de son sabre, puis l'exécute d'une balle dans la tête sous le regard de ses hommes.

Une dizaine de Français et une quarantaine d'Annamites¹ sont alors isolés du reste de la garnison et séparés en deux groupes distincts. Sous la menace des baïonnettes, on les conduit vers les positions nippones où une longue tranchée a été creusée. Les captifs doivent s'agenouiller au bord de la fosse, profonde d'un mètre cinquante environ. Un par un, en sous-vêtements, les mains liées dans le dos, ils sont décapités à coups de sabre. En huitième position dans la file des Français, le soldat de première classe Fernand Cron, téléphoniste au régiment, attend son tour. Les six premiers suppliciés ont déjà basculé. Le soldat Georges Brawacki, qui précède le soldat Cron, crie « Vive la France ! » jusqu'à son dernier souffle. Le

INTRODUCTION

bourreau japonais doit s'y reprendre à trois reprises avant de le faire taire. Le tour du téléphoniste est venu. Un nouveau sifflement se fait entendre, la lame pénètre à la base du cou. Mais à ce moment précis, obéissant à un réflexe irrépressible, le condamné se jette au fond de la tranchée et fait le mort. Le corps du soldat réunionnais Jean Macousoudie, qui tombe sur lui quelques instants plus tard, le dissimule aux yeux des Nippons déterminés à achever le moindre survivant. Les bourreaux se dirigent alors vers les prisonniers du second groupe qu'ils exécutent à leur tour.

Le silence revenu, Fernand Cron parvient à se hisser hors de la fosse et rampe vers une rizière proche où il retrouve deux camarades annamites miraculés eux aussi. Les trois hommes gagnent un cours d'eau situé à proximité puis s'enfoncent dans la brousse avoisinante. Malgré l'épuisement et la douleur, le soldat Cron charge sur son dos le rescapé le plus grièvement blessé : il présente non seulement une terrible plaie au cou, mais souffre aussi des blessures laissées par six coups de baïonnette. Parvenus à quelques centaines de mètres du lieu du massacre, ils distinguent soudain une vive clarté dans leur dos : les Japonais viennent d'incendier les fosses pour faire disparaître les traces de la tuerie. Après avoir repris des forces chez des paysans qui l'accueillent quelques heures et lui fournissent des pansements, de l'eau bouillie et des vêtements, le soldat Cron reprend son périple, seul et fiévreux. Ses compagnons l'ont quitté pour se fondre dans la nature. Le 15 mars, il parvient à rejoindre un détachement français qui gagne la Chine pour échapper

aux Japonais. C'est finalement en Inde, où il sera transféré par avion sanitaire, qu'une opération longue de huit heures lui sauvera la vie². L'épopée du « décapité de Dong Dang » entre alors dans les annales de l'histoire militaire.

Ce massacre est l'une des nombreuses tueries perpétrées par les Japonais en Indochine à partir du 9 mars 1945, date du déclenchement de l'opération *Meigô*³, coup de force destiné à prendre le contrôle de ce territoire stratégique qu'ils avaient accepté de laisser sous la tutelle française en contrepartie de lourdes concessions diplomatiques, militaires et économiques. Ces exactions, qui s'égrènent jusqu'à la proclamation de la capitulation du Japon par l'empereur Hirohito le 15 août 1945, prennent de multiples formes. Après les carnages spontanés, comme celui de Dong Dang, les Nippons mettent en place de véritables camps de concentration où les prisonniers – dont une très large majorité de militaires – sont détenus dans des conditions effroyables. Dans les principaux centres urbains, des périmètres gardés, authentiques ghettos, sont mis en place pour y parquer la population civile. Enfin, sur tout le territoire, la Kempeitai – surnommée « Gestapo japonaise » – pourchasse, incarcère et torture les suspects avec des méthodes qui n'ont rien à envier à son homologue nazie. Les cages effrayantes dans lesquelles les bourreaux les enferment sont devenues le symbole de leurs souffrances. Plus de sept décennies après les faits, le bilan demeure difficile à établir avec précision, mais l'on estime que 2 650 militaires et environ 500 civils auraient perdu la vie au cours de la période⁴.

INTRODUCTION

Ces chiffres peuvent sembler relativement modestes si on les compare aux bilans des pires massacres et bombardements de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, alors que l'opération *Meigô* est déclenchée sur le sol indochinois, 334 bombardiers B29 superforteresses décollent de Guam, de Tinian et de Saïpan, embarquant chacun 7 tonnes de bombes incendiaires au magnésium et au phosphore. Le raid qu'ils mènent sur Tokyo, baptisé opération *Meetinghouse*, aurait fait entre 80 000 et 130 000 victimes civiles en quelques heures. Mais les pertes subies par les Français d'Indochine demeurent impressionnantes si on les rapporte à l'effectif de la population française en Indochine : 18 000 militaires et 22 000 civils. Que dire, enfin, des victimes indochinoises ? Pour la plupart, leurs traces ont été perdues et l'on ne saura probablement jamais combien sont tombées aux côtés de leurs camarades européens qui souvent ne connaissaient d'eux que leur numéro de matricule.

Plusieurs facteurs expliquent l'oubli dont sont l'objet ces Français du bout du monde, pour qui la guerre n'a pas pris fin le 8 mai, mais le 2 septembre 1945. L'éloignement géographique de l'Indochine – située à 10 000 kilomètres de la métropole – constitue une première raison, aussi évidente que déterminante. Le sort de la France durant le conflit s'étant joué en priorité sur le sol européen et nord-africain, le cas indochinois peut apparaître secondaire. Par ailleurs, la période concernée, longue de cinq mois, est écrasée entre la libération du territoire métropolitain et les guerres d'Indochine et du Vietnam qui lui succèdent. Au-delà de ces deux explications, il faut enfin

en évoquer une troisième, d'ordre plus politique ou idéologique : les civils et militaires, qui ont souffert sous le joug japonais, ne sont pas de « bonnes » victimes. La plupart d'entre eux ont vécu pendant plusieurs années sous le régime de l'amiral Decoux, nommé gouverneur général de l'Indochine le 25 juin 1940, au lendemain de l'armistice, alors que le maréchal Pétain était président du Conseil. De ce fait, à l'heure de la Libération, les Français d'Indochine sont vite suspectés de sympathies maréchalistes ou vichystes, y compris ceux qui participaient, parfois depuis des années, à des activités de renseignement clandestin. La transposition à l'Indochine des clivages et tragédies qui frappent la France occupée demeure lourde de malentendus et d'incompréhensions.

Or, à l'exception de quelques personnages, il est difficile de considérer les Français d'Indochine comme des « collabos » dans l'acception courante du terme, même s'il est indéniable que l'administration de l'amiral Decoux s'est efforcée d'appliquer les principes autoritaires de la Révolution nationale, y compris dans ses dimensions les plus controversées. Seulement 43 procès pour faits de collaboration se sont tenus après guerre, débouchant pour la plupart sur des acquittements. L'amiral Decoux lui-même a bénéficié d'un non-lieu au terme d'une longue procédure. Au bout du monde, sans contact avec la métropole, en pleine guerre du Pacifique, la priorité des autorités françaises est de réussir à survivre dans une situation d'autarcie presque intégrale et de faire barrage aux nombreuses convoitises qui s'exercent sur l'Indochine, en particulier celles du Japon. Cette action diplo-

INTRODUCTION

matique, qui certes s'accommode de lourds compromis faute de moyens militaires substantiels, permet à l'Indochine de traverser ces années dans une paix relative et d'éviter aux civils de connaître le sort qui fut, par exemple, celui des colonies européennes de Singapour ou des Indes néerlandaises, emprisonnées dans des camps au lendemain de Pearl Harbor. Sans compter l'atout que représente ce *statu quo* pour les Alliés qui peuvent infiltrer en Indochine des agents et établir des liaisons radios grâce aux nombreux relais civils et militaires, qui, sur place, circulent librement et peuvent remonter de précieux renseignements. L'expérience Decoux finit néanmoins par s'achever avec le coup de force du 9 mars 1945 et la victoire instantanée des Japonais auxquels les militaires et résistants français ne peuvent s'opposer malgré de nombreux actes d'héroïsme.

La bibliographie relative à cette histoire oubliée est fragmentaire et le corpus de témoins, de plus en plus réduit. Quant aux archives, beaucoup ont été détruites tant par les Français lors de l'attaque du 9 mars que par les Japonais après leur capitulation. Néanmoins, le verbatim des procès des criminels de guerre, les témoignages, les comptes rendus opérationnels ou encore des travaux scientifiques récents, fruits de collaborations internationales novatrices, permettent non seulement de peindre un tableau convaincant de la tragédie vécue par les Français d'Indochine, mais aussi de mesurer les conséquences capitales de cet épisode. Du 9 mars 1945 à la capitulation japonaise et aux semaines qui l'ont suivie, l'Indochine

connaît une série d'événements dont la compréhension est essentielle pour analyser les enchaînements postérieurs. C'est à cette époque en effet que le Japon, « clé oubliée des indépendances indochinoises », comme le souligne l'historien Franck Michelin⁵, proclame la fin de la souveraineté française sur la péninsule, et qu'Hô Chi Minh – soutenu par les services spéciaux américains – se prépare à prendre le pouvoir lors du départ inéluctable des soldats japonais. Cette date ouvre un cycle de violences au Vietnam qui ne prendra fin qu'en avril 1975 et débouchera sur l'instauration du communisme dans l'ensemble du pays.

Pour achever cette introduction, je me dois de mentionner la raison qui me conduit à me pencher sur cette histoire. Sans doute est-ce une phrase que j'entendais régulièrement chez mes grands-parents maternels depuis mon plus jeune âge qui a fait office de déclic. « Sans la bombe atomique, nous ne serions pas là. » Moi non plus, par conséquent. Mon grand-père était médecin colonial. Fait prisonnier sur le front de la Somme en 1940, il s'était échappé de la colonne qui prenait la direction d'un *Oflag* en Allemagne et avait rejoint l'Indochine où il avait déjà fait un bref séjour avant-guerre avant de se porter volontaire pour le front européen. Ma grand-mère y était arrivée en 1939 à l'âge de 18 ans avec sa famille, son père ayant été nommé directeur de l'artillerie navale à l'arsenal de Saïgon. Ils s'étaient rencontrés sur place et s'étaient mariés en 1942. Parqués par les Japonais à Phnom Penh en mars 1945 dans un quartier ceint de barbelés, avec ma mère toute petite et son frère âgé de

INTRODUCTION

moins d'un an, ils disaient n'avoir dû leur survie qu'aux explosions d'Hiroshima et de Nagasaki qui avaient accéléré la capitulation du Japon. Comparé à d'autres Français d'Indochine, leur sort fut relativement clément : la famille n'eut à déplorer aucun mort. Mes grands-parents sortirent néanmoins marqués par cette expérience. Malgré leurs considérations – non dénuées de provocation – sur le rôle salvateur des attaques nucléaires, malgré les allusions régulières aux camps de concentration, aux amis officiers décapités au sabre, aux veuves démunies, aux prisonniers squelettiques secoués par des dysenteries aiguës, aux bombardements américains, il n'a jamais été possible de reconstituer cet épisode avec précision lors de nos conversations. Incertitude de la mémoire, retenue naturelle ou traumatisme enfoui ? Reconstituer ce drame vécu par les Français d'Indochine me permet aussi de combler une case manquante de l'histoire familiale.

CHAPITRE PREMIER

Face au Japon

En juillet 1937, moins de six ans après l'invasion de la Mandchourie, le Japon attaque de nouveau la Chine. Pékin et Shanghai tombent, mais les troupes du Mikado ne parviennent pas à écraser celles du Kuomintang. Les soldats nippons sont pourtant aguerris et leurs armes performantes. La stratégie de terreur elle-même ne porte pas de fruits : en décembre 1937, l'effroyable massacre de Nankin, accompagné d'un viol de masse, ne fait pas renoncer les Chinois. L'immensité du pays, les replis successifs vers l'*hinterland* leur permettent d'échapper à la débandade, tout en contraignant les Japonais à distendre leur dispositif. En 1939, les armées du général Tchang Kai-shek, qui a établi sa capitale à Tchongking, contrôlent encore le sud du pays, à l'exception de l'enclave de Canton, enlevée par les envahisseurs à la fin de 1938.

L'Indochine dans les plans japonais

Privées de port en eau profonde du fait de la chute de Canton, les forces chinoises dépendent désormais de deux voies d'approvisionnement terrestres : la première passe par la Birmanie, sous tutelle de la Grande-Bretagne, la seconde par le protectorat français du Tonkin. Vivres, carburant, pièces de rechange, médicaments... À l'exception des armes et des munitions, ces ressources indispensables aux Chinois transitent par le fameux chemin de fer du Yunnan, conçu par Paul Doumer, qui relie le port de Haïphong à Kunming en passant, côté indochinois, par Hanoï, Viet Tri et Lao Kay. L'opération bénéficie du feu vert de Georges Mandel, le ministre des Colonies. Mais le Japon ne tolère pas cette situation. Le charbon et le minerai de fer que la France accepte de lui fournir ne peuvent apaiser l'irritation de l'état-major nippon. De violentes campagnes de propagande sont orchestrées sur les ondes pour dénoncer les agissements des Français et réclamer la fin des livraisons de matériel aux troupes du Kuomintang.

C'est le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale qui va permettre aux Japonais de parvenir à leurs fins. En décembre 1939, en pleine « drôle de guerre », le général Tsuchihashi, qui connaît bien la France pour y avoir effectué un long séjour dans les années 1920, arrive à Hanoï pour rencontrer le général Catroux, gouverneur général depuis juillet 1939. Le plénipotentiaire, qui est alors sur le point de quitter le commandement de la 21^e armée

pour rejoindre le 2^e bureau de l'état-major nippon, renouvelle les exigences de Tokyo et réclame la mise en place d'une commission de contrôle pour vérifier leur application. Le général Catroux s'y oppose catégoriquement. Le ton, cordial au début de l'échange, devient vite glacial. « Le général Tsuchihashi, jusque-là amical et courtois, entra subitement en transes. [...] Je me levai et le reconduisis à ma porte ainsi que le consul général du Japon qui l'avait accompagné », rapporte le général Catroux¹. Cet éclat est sans conséquence à court terme : la France n'ayant toujours pas été attaquée par les Allemands est encore auréolée de sa victoire de 1918 et demeure une grande puissance dotée d'une armée et d'un empire redoutables. Dans ces conditions, le général Catroux peut se permettre d'opposer une fin de non-recevoir catégorique aux revendications nippones.

La débâcle du printemps 1940 modifie le rapport de force et les Japonais ne manquent pas d'en tirer profit. Le 19 juin, deux jours après la formulation d'une demande d'armistice par le maréchal Pétain, le gouverneur général prend connaissance d'une nouvelle injonction des Japonais, qui réitèrent la demande dont était porteur le général Tsuchihashi quelques mois plus tôt. Ils exigent désormais de pouvoir déployer à la frontière sino-tonkinoise des unités chargées d'appuyer les travaux de la commission de contrôle. La réponse à l'ultimatum doit être donnée dans les vingt-quatre heures, faute de quoi les Japonais menacent d'intervenir par les armes. Le général Catroux n'hésite pas longtemps. Il sait que l'adversaire dispose d'unités navales et aériennes redoutables qu'il peut faire interve-

nir sans délai depuis la mer de Chine ou les aérodromes de Canton et d'Hainan. Le matériel performant ayant été rapatrié vers la métropole, les Français ne disposent plus que de 90 000 hommes à terre, dont 15 000 Européens, d'un matériel vétuste, d'une centaine d'avions inadaptés et d'une marine constituée de deux croiseurs, d'un sous-marin, de cinq avisos et de quelques canonnières à faible tirant d'eau, aptes seulement au combat sur les fleuves². Inutile, par ailleurs, d'espérer le soutien d'un allié extérieur, britannique ou américain.

Jugeant la défaite inéluctable en cas d'attaque japonaise, le général Catroux décide de céder aux exigences des Japonais et le fait savoir dans la nuit du 19 au 20 juin à Charles Arsène-Henry, l'ambassadeur de France à Tokyo. Mais ce choix est désapprouvé par le gouvernement du maréchal Pétain, partisan de la fermeté. Après un échange de télégrammes acerbes entre l'éphémère ministre des Colonies Albert Rivière³ et le général Catroux, la sanction tombe le 25 juin : le gouverneur général est démis de ses fonctions. Recommandé par l'amiral Darlan, ministre de la Marine, l'amiral Jean Decoux, alors commandant en chef des forces navales en Extrême-Orient, est nommé à sa place. Il prend ses fonctions moins d'un mois après sa nomination, le 20 juillet 1940. Quant au général Catroux, il profite d'une escale à Singapour sur le chemin du retour pour rejoindre la France libre et le général de Gaulle.

Le nouvel homme fort de l'Indochine est « un homme de taille moyenne, plutôt corpulent, aux traits assez épais et dont la démarche rappelle celle du marin s'assurant à chaque pas de son équilibre. Ses manières [sont] dignes,

imposantes même, mais réservées et son abord peu amène, sauf quand il [veut] plaire, ce qui dans l'exercice du pouvoir [est] bien le cadet de ses soucis⁴ », observe celui qui sera son conseiller diplomatique, Claude Bréart de Boisanger. Qu'ils lui soient favorables ou hostiles, ceux qui le côtoient s'accordent à lui reconnaître une grande capacité de travail, une vision à long terme et une forte autorité. Intimidant, parfois cassant, il limoge les aides de camp à un rythme effréné. Ce caractère pérennise le surnom potache de « Pan Pan ! » que lui vaut le détournement phonétique de son patronyme : « deux coups ». Ceux qui travaillent sous ses ordres savent aussi sa capacité à saluer leurs réussites et à les féliciter le cas échéant, mais sans excès non plus⁵. Diplomate habile, l'amiral Decoux peut aussi se montrer implacable lorsqu'il s'agit de conduire la répression d'une sédition, comme il le prouvera à plusieurs reprises.

La menace s'accroît

Vichy et Tokyo engagent de nouvelles négociations directes que l'amiral Decoux considère avec défiance. Dans un télégramme envoyé le 27 août au gouvernement, il l'exprime sans la moindre ambiguïté : « Je suis extrêmement surpris que malgré les avis les plus nets que je n'ai jamais cessé d'exprimer depuis ma prise de fonctions, les négociations franco-japonaises semblent s'orienter vers des concessions dangereuses pour l'existence même de l'Indochine française⁶. » L'amiral Decoux

refuse en particulier de céder à deux nouvelles revendications : la libre circulation des troupes nippones sur le territoire du Tonkin et la mise à disposition de plusieurs aérodromes. Mais Vichy estime que les risques qui pourraient naître d'une opposition frontale à Tokyo sont trop élevés. Un accord finit par être conclu le 30 août entre Charles Arsène-Henry et le ministre nippon des Affaires étrangères Yosuke Matsuoka, qui s'était fait connaître dans le monde entier en 1933 en annonçant le retrait du Japon de la Société des nations (SDN). L'accord doit trouver sa traduction dans une convention négociée à Hanoï pour en régler l'application dans le détail.

Le 2 septembre 1940, le maréchal Pétain expédie un télégramme à l'amiral Decoux pour apaiser ses scrupules : « Je comprends vos appréhensions, vos angoisses. C'est après mûres réflexions que j'ai ordonné à mon gouvernement d'ouvrir des négociations avec le Japon qui, en évitant un conflit total pour l'Indochine, doivent sauvegarder l'essentiel de nos droits⁷. » L'amiral Decoux temporise et s'efforce de limiter encore les concessions au cours des négociations menées par le général Martin, commandant supérieur des troupes en Indochine. Mais les Japonais s'impatientent et multiplient les menaces en pénétrant dans l'espace aérien tonkinois le 5 septembre et en faisant franchir la frontière à un bataillon d'infanterie peu après. Un ultimatum est fixé au 22 septembre, faute de quoi les Japonais menacent d'envahir le protectorat. La France concède finalement aux Japonais le droit de disposer de trois aérodromes, la présence de 6 000 hommes au nord

du fleuve Rouge et la possibilité pour leurs troupes de traverser le Tonkin pour aller opérer au Yunnan.

Le 22 septembre, pendant que le général Nishihara, chef de la mission de contrôle, paraphe vers 15 heures la convention militaire d'application enfin rédigée, l'armée japonaise stationnée en Chine se prépare à déclencher quelques heures plus tard une attaque de grande envergure sur le Tonkin, depuis le Guangxi où elle a établi de solides positions en novembre 1939. La surprise est complète. La frontière est attaquée sur un front de soixante-dix kilomètres, mais l'objectif principal de la 5^e division du général Nakamura – renforcée par un contingent de nationalistes indochinois de l'Armée de restauration nationale du Vietnam – est la ville stratégique de Lang Son, là-même où l'armée française avait dû se replier face aux Chinois en 1885, entraînant la chute de Jules Ferry, qui avait été affublé à cette occasion du surnom de « Tonkinois ». Dong Dang – où se déroulera le massacre du 12 mars 1945 – tombe dans la nuit du 22 au 23 septembre. Le lieutenant-colonel Louvet, du 3^e régiment de tirailleurs tonkinois (RTT), y est tué à la tête d'un détachement motorisé alors qu'il tente de mener une ultime négociation, ce qui lui vaut d'être parfois présenté comme « le premier mort de la guerre du Pacifique⁸ ». Le lendemain, dans l'après-midi, c'est au tour de Loc Binh, au sud-est, de céder. Lang Son est encerclé. Tout au long de la journée du 24, les soldats du bataillon de montagnards thôs, rattachés au 3^e RTT, tentent de contenir l'ennemi, mais le lendemain, après des tirs d'artillerie ininterrompus, la situation est désespérée. Le colonel Louat de Bort,

qui commande le 3^e RTT et le secteur, est tué à son tour par un obus qui fauche aussi plusieurs membres de son état-major. Le général Mennerat, qui commande la subdivision de Lang Son, reçoit alors du général Martin l'autorisation de déposer les armes.

Parallèlement à son offensive sur la frontière et Lang Son, l'armée japonaise accentue sa menace sur Hanoï et Haïphong. La ville et le port sont régulièrement survolés par des bombardiers frappés de la cocarde rouge, tandis que des unités commandées par le général Nishimura débarquent le 25 septembre au matin à quelques kilomètres de Haïphong, sur la presqu'île de Doston, surnommée avant-guerre le « Deauville tonkinois ». L'amiral Decoux, privé de forces suffisantes pour mener le combat, donne l'ordre de ne pas ouvrir le feu, laissant ainsi au corps expéditionnaire nippon la possibilité de prendre position sans danger. La crise prend fin dès le lendemain de ce débarquement : le gouverneur général apprend de l'ambassadeur Arsène-Henry que l'empereur a ordonné à ses troupes de mettre fin à leurs mouvements et de rester sur leurs positions tant que la situation n'est pas réglée. Le bilan, certes cruel, est relativement modéré. Côté français, l'attaque japonaise a coûté 34 tués européens et 6 tués autochtones. 2 500 hommes ont été faits prisonniers⁹. Plus d'un millier d'Indochinois ont déserté. L'impact psychologique et symbolique de cette défaite est en revanche très lourd. L'armée du Mikado vient de prouver qu'elle peut anéantir en quelques jours les forces françaises, aussi déterminées et courageuses fussent-elles.

FACE AU JAPON

Le 5 octobre, lorsque les prisonniers sont délivrés, le général Nakamura déclare son « regret profond de l'incident inattendu de Lang Son » et prétend même que « Sa Majesté l'empereur pens[e] sans répit à l'amitié franco-japonaise, et qu'il éprouv[e] une profonde sympathie pour la vie de ceux qui [sont] malheureusement retenus à Lang Son depuis la récente bataille »¹⁰. Les raisons de douter de la sincérité de cette contrition sont sérieuses dans la mesure où les Japonais utilisent régulièrement la duplicité dans la conduite des affaires diplomatiques ou militaires. L'amiral Decoux propose aussi de son côté une vision avantageuse des conséquences de cet épisode : « Sans doute [l'affaire de Lang Son] n'est-elle pas étrangère au fait que pendant près de cinq ans, la puissance japonaise n'osera plus porter atteinte à notre souveraineté¹¹. » Ces faux-semblants permettent néanmoins de sauver la face et de bâtir les bases fragiles sur lesquelles va se construire une surprenante cohabitation franco-japonaise dans une Indochine isolée, sinon autarcique.

L'Indochine de l'amiral Decoux

Au début de la guerre, l'Union indochinoise compte alors environ 40 000 Européens, dont 18 000 militaires, qui coexistent avec 24 millions d'Indochinois sur un territoire d'une superficie de 748 000 kilomètres carrés. L'ensemble est constitué d'une colonie – la Cochinchine –, de quatre protectorats – le Tonkin, l'Annam, le Laos et le Cambodge – et d'un territoire chinois prêté par bail,

le Kouang Tcheou Wan, situé à l'extrémité occidentale du Guangdong, sur la côte, à 470 kilomètres de Hanoï à vol d'oiseau. L'immense majorité de la population est composée de paysans pauvres – les *nha que* – tandis que la minorité plus favorisée se décompose en quatre groupes distincts : la population européenne, une communauté chinoise forte de 400 000 individus, une bourgeoisie indochinoise constituée de propriétaires terriens et de mandarins, et enfin une petite bourgeoisie, également indochinoise, composée de commerçants, d'employés et d'instituteurs¹². Bien qu'au sommet de la hiérarchie sociale, les civils européens forment une communauté hétérogène établie pour une large majorité à Saïgon-Cholon, Hanoï et Haïphong qui comptent respectivement 17 364, 5 856 et 2 350 habitants français en 1940¹³. Les autres se répartissent sur le reste du territoire, assurant une présence parfois infinitésimale : selon le recensement de 1937, on ne compte ainsi que 574 Français au Laos¹⁴. Les civils occupent surtout des emplois dans la fonction publique, le commerce, les mines et l'industrie ou exercent une activité libérale.

De fortes disparités séparent les élites urbaines, qui jouissent de situations sociales avantageuses, de ceux qui occupent des positions subalternes et vivent parfois dans des conditions spartiates en tentant de valoriser des concessions au fin fond de la brousse. Marguerite Duras, au travers de l'histoire d'une famille de colons pauvres en proie aux agents du cadastre, a décrit cette dernière catégorie dans *Un barrage contre le Pacifique*¹⁵. La société indochinoise est cloisonnée : les contacts entre

les Français et les Indochinois sont rares. Les Européens des catégories privilégiées les côtoient peu, à l'exception de leurs domestiques, des tireurs de pousse-pousse, des serveurs dans les hôtels et restaurants et de tous ceux qui exercent les innombrables petits métiers qui contribuent à l'effervescence des grandes villes. Des relations plus étroites existent en revanche aux échelons moins élevés de la société, dans les plantations d'hévéas, les mines d'étain, les distilleries, les brasseries, les scieries, les fabriques d'allumettes, les papeteries, les filatures et tissages, les fabriques de caoutchouc, les savonneries ou les cimenteries... Les entreprises de ces secteurs variés portent des noms exotiques : Société des plantations d'agaves de l'Annam, Société des anthracites du Tonkin, Société asiatique des boissons indigènes, Société des mines d'or de Baolac¹⁶... Certaines d'entre elles sont célèbres, à commencer par les fameuses Plantations des Terres Rouges, fondées en 1910 sous le nom de Plantations d'hévéas de Xatrach. Ces activités économiques variées sont parfois très profitables pour les investisseurs qui peuvent s'appuyer sur le support financier de la puissante Banque d'Indochine.

Esquisser le quotidien des Français d'Indochine à la veille de la Seconde Guerre mondiale peut vite donner lieu à l'énumération de clichés inaltérables : la splendeur de la baie d'Along et les fumeries d'opium glauques, la chasse au tigre et les parties de tennis, le cognac-soda et le Pernod, le pont Paul-Doumer et le Transindochinois, la rue Catinat et la rue Paul-Bert, le mystère des hauts plateaux tonkinois et la morne horizontalité des rizières

de Cochinchine, les terrasses vespérales et la prostitution nocturne, les *congais* et les métis, les missionnaires et les trafiquants, la majesté des temples d'Angkor et la fange des arroyos, le développement agricole et la spoliation foncière, la lutte contre le paludisme et l'exploitation des coolies, l'alphabétisation et la passion des piastres, les femmes splendides et les enfants affligés de boubouille, la touffeur accablante et les pluies torrentielles. Chacune de ces images contient une parcelle de vérité, mais ne saurait donner un aperçu fidèle de la vie des Français d'Indochine, plus complexe, plus nuancée et souvent plus prosaïque, quelque part entre l'exotisme fascinant de l'imaginaire colonial et le sordide dans lequel se complait le roman durassien. « Les Européens mènent une vie paisible, un peu morne, teintée d'une nostalgie qui se mêlera peu à peu, au fil des années d'isolement, lorsque le climat aura usé l'organisme, d'une certaine claustrophobie¹⁷ », résume l'historien Philippe Franchini.

Après la défaite de 1940, pour ceux qui arriveront de la France occupée, l'Indochine prendra cependant l'apparence d'un éden. « J'allais découvrir non seulement tout un pays nouveau mais aussi une existence quasiment paradisiaque [...]. On pouvait enfin manger à sa faim, boire un Pernod, acheter des cigarettes, prendre un taxi, se commander des vêtements et puis il faisait chaud. Nos traitements nous permettaient par ailleurs de vivre fort bien¹⁸ », note le sous-lieutenant Loisel, arrivé à Saïgon en mars 1941. Ce confort relatif suscite au sein de la société coloniale une forme de torpeur et d'indifférence à l'égard de la métropole envahie ou vichyste, dont témoignent